

Association Générale des Etudiants de Limoges Fédération Syndicale Etudiante

Depuis de nombreuses années l'Etat se désengage financièrement de l'Enseignement Supérieur.

Cette situation provoque un accroissement des inégalités et de la précarité. Ce processus vise à mettre les facs et les étudiants en concurrence et à adapter les contenus des formations aux intérêts économiques. C'est ce que nous appelons la capitalisation de l'Enseignement Supérieur. Les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, appliquent cette logique par la mise en place de nombreuses réformes (LMD/ECTS, Loi Fillon, rapport Hetzel, projet de loi sur l'autonomie des facs ...).

Face à ces attaques les étudiants n'ont eu de cesse de se mobiliser. Cependant il reste encore à construire un véritable rapport de force au niveau national, qui seul nous permettra de contrer cette logique de casse de l'Enseignement Public et de conquérir de nouveaux droits.

QUI SOMMES NOUS ?

L'Association Générale des Etudiants de Limoges (AGEL) est la section locale de la Fédération Syndicale Etudiante (FSE). Syndicat de lutte, présent et actif toute l'année, **nous pensons que seule l'action collective permet de préserver nos droits**, comme nous l'a prouvé le mouvement contre la loi sur l'égalité des chances (dont faisait partie le CPE).

La solidarité n'est pas un mot vide de sens et nous le prouvons au quotidien avec la **mise en place de services coopératifs** : la Coop' Cafet' (en fac de Lettres), **l'aide aux étudiants face à l'administration** (inscription, bourses, étudiants étrangers) et nos liens avec les travailleurs. Notre action est diverse et ne répond qu'à un but : **préserver les intérêts collectifs des étudiants** face à la casse du service public, la sélection sociale et la précarité de nos conditions de vies et d'études.

Pour plus d'informations
demandez aux militants :
LE GUIDE ETUDIANT
LE GUIDE ETUDIANT
ETRANGER
LE GUIDE DE L'AIDE
SOCIALE

POUR UN SYNDICALISME DE LUTTE !

Pour nous le syndicat ne doit pas porter une doctrine ou une philosophie particulière à l'exclusion des autres. Il naît d'une constatation simple et objective : **face aux gouvernements et aux exploiters les étudiants ont tous les mêmes intérêts. Il faut donc qu'ils s'unissent pour les défendre collectivement.** Autour de ce principe peuvent se grouper des étudiants de tous horizons, de toutes opinions. Le syndicat doit être une organisation de masse, un outil efficace au service des luttes étudiantes.

La FSE est une fédération de **syndicats de lutte**. Notre pratique consiste en la mise en place de rapports de force en faveur des étudiants. Nous pensons que leurs intérêts ainsi que ceux des travailleurs divergent fondamentalement de ceux des capitalistes. Ces derniers cassent nos acquis, en conséquence de quoi nous ne plaçons aucun espoir dans un consensus avec eux. Notre modalité d'action est donc **une démarche collective et offensive**, seule à même de faire plier ceux qui attaquent le service public d'éducation et de faire aboutir nos revendications.

CONTRE LA COGESTION !

Nous condamnons la cogestion et les syndicats qui la pratiquent (UNEF et Cé en tête) pour la simple raison qu'on ne peut élaborer et gérer les plans de l'Université et à la fois les combattre. Pour nous la lutte ne peut pas s'effectuer au sein des instances universitaires car celles-ci ne servent qu'à entretenir une illusion de démocratie au sein de l'Université. Dans les faits, les élus étudiants n'ont que très peu de pouvoir dans les conseils où ils sont sous-représentés. Si nous y siégeons c'est uniquement pour y récolter des informations utiles à nos luttes et assurer également notre survie matérielle.

Il est nécessaire de nous unir pour l'amélioration de nos conditions d'étude et pour défendre le service public d'éducation. Seul un syndicat combatif et massif pourra nous permettre de faire entendre nos voix et aboutir nos revendications.

<http://agel-fse.over-blog.com>



**LE SAVOIR EST UNE ARME,
LE SYNDICAT EST UNE FORCE,
REJOINS L'AGEL-FSE !**

L'autonomie, dernière pierre de la privatisation des universités...

BIENVENUE DANS UNE UNIVERSITE
EN VOIE DE PRIVATISATION!



Le projet de contre-réforme universitaire dit de la loi sur l'autonomie des universités n'est que le cheval de Troie qui permettra au patronat de dicter totalement sa loi dans l'Université : quelle orientation donner à l'université, quels étudiants ont le droit de poursuivre leurs études, quels doivent être les contenus des cours, quelles recherches doivent être subventionnées, etc...

La Fédération Syndicale Etudiante n'attend rien des consultations des partenaires sociaux au ministère ou des votes du CNESER qui s'est prononcé le 22 juin contre le projet de loi. En effet, le gouvernement Sarkozy avait promis : « Nous consulterons les partenaires sociaux: s'il n'y a pas d'accords, nous ferons quand même les réformes ».

Nous ne participons pas aux mascarades de discussions qui ne servent qu'à endormir les revendications étudiantes.

UN NOUVEAU SYSTÈME DE « GOUVERNANCE » :

La FSE dénonçait déjà les instances de décision dites « démocratiques » qui ne servaient que de caution à la cogestion et à la mise en place des nouvelles contres-réformes.

Le Projet de loi sur l'autonomie des universités balaye ce système pour faire entrer en force les représentants du patronat et des collectivités locales. **Le but du ministère est de pouvoir nommer dans chaque université un président au service du patronat**, qui pourra asseoir ses décisions et celles du patronat sur celles de tous les conseils de l'université.

Entendons nous bien : la voix des étudiants dans ce genre de conseils était déjà minoritaire, les personnalités extérieures déjà présentes. Ainsi nous ne visons pas à défendre une prétendue «démocratie universitaire» : mais nous le voyons bien ici que le ministère se moque ouvertement de l'avis des personnels et des étudiants siégeant dans ces conseils afin de faire passer des lois qui n'ont qu'un but : s'attaquer à l'université publique, laïque et ouverte à tous.

LA SÉLECTION DES ÉTUDIANTS :

Le texte met en place une entrée en deuxième cycle (Master 1) "dans les conditions définies dans les conseils d'administration". En clair, **les universités pourront imposer des conditions à l'entrée à Bac + 4**. Cela focalise actuellement les oppositions des syndicats étudiants. Mais ne soyons pas dupes. En effet, avec la mise en place de la pré-orientation des lycéens, avec l'orientation active des collégiens dès la 4^e : **on voit s'accroître toujours plus la sélection sociale dans le système d'éducation imposant ainsi aux enfants issus des classes sociales les plus défavorisées de suivre des voies « professionnelles »**, filières courtes et rentables au patronat, alors que ceux issus des classes sociales les plus favorisées auront un accès garanti à l'éducation, au savoir ainsi qu'aux carrières les plus valorisées.



Pour plus d'informations
demandez aux militants:
**LE TEXTE DE LOI
NOS 4 PAGES
D'ANALYSE SUR LES
RÉFORMES**

En effet, nous savons que les différents rapports commandés l'année dernière sur l'état des universités préconisent d'augmenter les frais d'inscriptions de 1000 à 8000 euros par étudiants. Valérie Pécresse défend son texte en précisant qu'il n'est nulle part question de toucher aux frais d'inscription. Cependant il est ironiquement et implicitement laissé ce choix aux universités et les organisations étudiantes n'ont pas obtenu, comme elles le demandaient, l'inscription dans la loi de l'interdiction de l'augmentation des droits d'inscription lors de la consultation du CNESER le 22 juin.

Le gouvernement continue ses attaques contre tous les travailleurs et l'autonomie des universités entre pleinement dans ce cadre. En effet, le code du travail est menacé et les travailleurs n'ont rien à gagner avec ce genre de lois et de projets qui n'ont qu'un seul et unique but : permettre au patronat de dicter totalement sa loi sur l'université. Contrairement au syndicalisme co-gestionnaire qui accepte la soumission de l'université au patronat en négociant ses modalités, **la FSE refuse l'instrumentalisation patronale de l'université et combat contre les déclinaisons de cette logique.**

**POUR UN ENSEIGNEMENT PUBLIC, GRATUIT, LAIC, DE QUALITE ET OUVERT A TOUS
POUR UNE FAC CRITIQUE ET POPULAIRE**



**Association Générale des Etudiants de Limoges
Fédération Syndicale Etudiante**

Local sous le petit amphi en Fac de Lettres
05-55-43-55-23

agel.fse@lutttes-etudiantes.com

www.lutttes-etudiantes.com

